



MANIFESTATION

**Jeudi 12 décembre 2019,
devant le Grand Conseil !**

RENDEZ-VOUS à 16H30

au rond-point rue de Varembe,
puis déplacement devant l'UIT,
où siège le Grand Conseil,
(prendre le bus 5, arrêt Vermont)



La
fonction
publique
est en
ébullition !!



Le débat budgétaire commencera ce jour-là, et les 412 postes nécessaires au maintien des prestations pourraient être sabrés ; venez soutenir la mobilisation !

Parce que c'est irresponsable de ne pas tenir compte
de l'évolution démographique et d'amputer la fonction publique
de son personnel de terrain,

VENEZ MANIFESTER !

- ⇒ Pas de postes au budget ? *Baisse des prestations !*
- ⇒ Pas de postes au budget ? *Pas de réponse au 117 !*
- ⇒ Pas de postes au budget ? *Moins de sécurité publique !*
- ⇒ Pas de postes au budget ? *Plus d'élèves par classe !*
- ⇒ Pas de poste au budget ? *Abandon de l'école inclusive !*
- ⇒ Pas de postes au budget ? *Pas de soignant.e pour les aîné.es !*
- ⇒ Pas de postes au budget ? *Pas de service correct à la population !*

MAIS UNE ESCALADE DE MOBILISATIONS

Pour marquer l'**escalade** d'une manifestation essentielle, venez avec vos lampes, vos louches et vos marmites, casseroles pour faire du bruit et pour hurler la nécessité de maintenir au *minimum* les prestations actuelles.

Insuffisance de postes = personnel épuisé !

NON AU BUDGET D'AUSTÉRITÉ 2020 !

La droite et le MCG ont effectué des coupes massives dans le budget 2020. La version du gouvernement était pourtant nettement insuffisante pour répondre aux besoins de la population et assurer des conditions de travail décentes. Sans une **mobilisation forte de la fonction publique** et des usager.ères des services publics, nous allons vers des années d'austérité brutales.

Toutes et tous à la manifestation devant le Grand Conseil !

NON aux budgets d'austérité !

Des coupes douloureuses

La droite agite les centaines de millions de déficit comme un argument massue pour sabrer dans les prestations et supprimer les postes de l'Etat. Avec ses alliés du MCG, elle a supprimé l'intégralité des nouveaux postes budgétés par le Conseil d'Etat, notamment :

- au **DIP**, qui ne pourra pas adapter ses effectifs à l'évolution démographique ;
- au **SPAd**, (Service de protection de l'adulte), déjà gravement sinistré ;
- au **Service de l'assurance maladie (SAM)**, qui doit faire face à une explosion de son travail ;
- au **Service des prestations complémentaires (SPC)**, alors même que les 176 millions supplémentaires de subsides exigent une force de travail accrue pour être octroyés à la population ;
- au service **convoyage des détenu-e-s**, privatisé par Pierre Maudet, et repris en charge par l'Etat sur décision majoritaire du Grand Conseil.

Un déficit orchestré de longue date par la droite

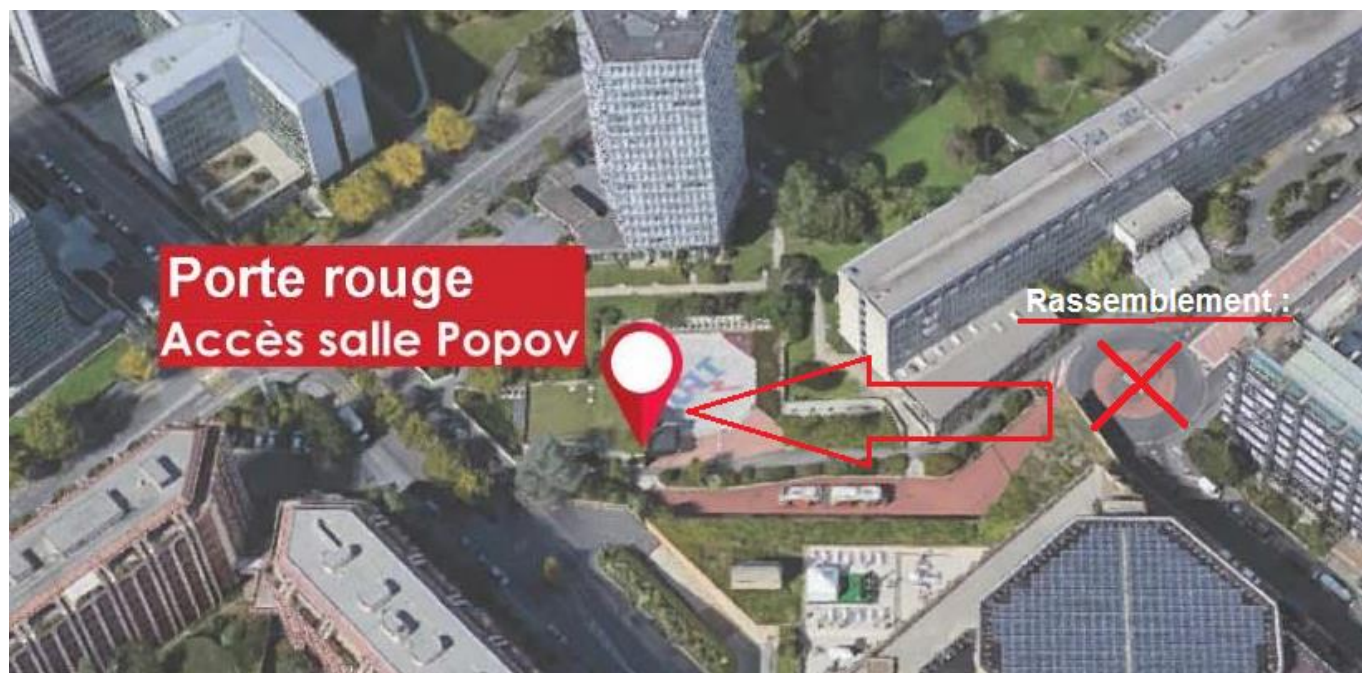
La droite porte pourtant une lourde responsabilité dans le déficit. Elle mène depuis des années une politique des caisses vides en multipliant les

cadeaux pour les plus privilégiés du canton. C'est aussi elle qui a énergiquement soutenu la **RFFA**. Cette réforme, en baissant de moitié l'imposition des bénéficiaires des grandes entreprises, crée un gouffre fiscal appelé à augmenter d'année en année. Avant le vote, droite et MCG avaient assuré la population, que l'acceptation de la RFFA n'engendrerait aucune coupe dans les services publics. Ils ont donc menti délibérément à la population.

Mobilisons-nous !

La mobilisation des salarié-e-s du public est la seule réponse à cette nouvelle offensive d'austérité.

Et c'est pour la freiner, que la droite s'est résolue à voter à contre cœur le versement de l'annuité. Alors que les besoins de la population augmentent – sous les effets combinés de la précarisation, du vieillissement et de l'augmentation des durées d'étude – il est urgent de défendre des services publics forts ! D'autant plus que la droite et le MCG l'ont affirmé : l'année prochaine ce sera pire ! Pour eux, il ne s'agit là que d'un « budget de transition », les coupes les plus saignantes sont à venir. Sans un front large capable de mettre en échec les politiques d'austérité – comme en 2015 – les politiques antisociales vont se durcir rapidement.



**TOUTES ET TOUS À LA MANIFESTATION
DU 12 DÉCEMBRE 2019 DEVANT LE GRAND CONSEIL !**